

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Face à la droite, le combat continue

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 29 juin 2008

Démocratie & Socialisme

« *La nouvelle droite, dans la droite lignée de la droite légitimiste, celle qui à la chute de Napoléon Ier, sous Louis XVIII, puis Charles X, cherche à restaurer les privilèges des plus riches* », in Liêm HOANG-NGOC, Sarkonomics, Grasset, 2008.

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, les Français doivent faire face à des choix. Le choix de se nourrir ou de se loger, de se soigner ou de se divertir, mettre de l'essence ou avoir des loisirs... Bref, la droite demande à une majorité de Français de se serrer la ceinture pendant que les plus fortunés bénéficient de plus en plus de cadeaux fiscaux.

Les socialistes font le choix du progrès et de l'intérêt général. Pourquoi permettre à quelques-uns de bénéficier de 15 milliards d'euros, alors que la majorité a du mal à boucler les fins de mois ? Selon SuperSarko, les caisses sont vides et pourtant les plus riches n'ont jamais été aussi riches. Moralité, les plus fortunés ont récupéré les caisses de l'Etat ! Sarkozy veut allonger l'âge de la retraite en expliquant que le système par répartition à la française est complètement dépassé... La preuve : les retraites ne pourront plus être financées. Notre Président oublie sans doute que l'abrogation ses cadeaux fiscaux permettrait largement de financer le système actuel par répartition, ce merveilleux système solidaire visant à faire financer les retraites par les actifs.

Et que dire de la remise en cause des 35 heures, avec le fameux slogan "travailler plus pour gagner plus" ?

Les salariés se sont rendu compte depuis belle lurette que ce discours visant à diviser les travailleurs et à stigmatiser les chômeurs ne tient pas debout. Tout d'abord, mettons fin à ce fantasme de la droite : les Français ne sont pas fainéants. L'indicateur du nombre d'heures effectives de travail montre que la durée du travail en France est de 41 heures hebdomadaires, soit un nombre d'heures se situant dans la moyenne européenne. Les Français ne travaillent donc pas moins que leurs voisins européens ! Ensuite, selon l'Eurostat (l'institut de statistique de l'UE), la productivité des travailleurs français est l'une des plus fortes au monde. Plus exactement, c'est le 3ème plus fort taux de productivité derrière les Norvégiens et les Américains. Ce qui signifie tout simplement qu'une heure de travail engendre plus de richesses en France qu'en Grande-Bretagne et même que dans les pays d'accueil des délocalisations, comme le Vietnam. Or, selon la théorie économique de la valeur travail, lorsque la productivité du travail augmente, le travailleur est en mesure bénéficier d'une augmentation de salaire ou d'une réduction du temps de travail... Les mensonges de la droite ne tiennent pas une seconde la route !

Par ailleurs, notre Président explique que, face à la baisse du pouvoir d'achat, il ne peut rien faire. Pourtant des solutions existent, notamment en indexant les salaires sur les prix. Au lieu de multiplier les cadeaux fiscaux aux plus riches, il faut augmenter le SMIC. Cette augmentation des salaires -de tous les salaires- nécessite une augmentation des minima par branche, ce qui entraînerait une revalorisation de toutes les grilles de salaires. A ces arguments, la majorité gouvernementale nous répondra par la négative, prétextant une législation complexe. Or, la loi autorise le gouvernement à utiliser le principe d'extension pour généraliser à tout le territoire un accord prévalant dans une branche.

Face aux augmentations des salaires demandées par les travailleurs français, les dirigeants du CAC 40, le MEDEF, le gouvernement et ses députés aux ordres rétorquent qu'une augmentation généralisée des salaires engendrerait une nouvelle vague de délocalisations. Pourtant, à en croire les principaux observatoires économiques, les transferts de technologies sont en passe de s'achever en direction des pays accueillant les délocalisations. Ce qui signifie que ces pays rattrapent très rapidement les pays occidentaux et que, tôt ou tard, leurs travailleurs revendiqueront les dividendes de la croissance. A ces arguments, le député UMP de base nous expliquera qu'il n'y a pas que les entreprises du CAC 40 en France, mais aussi des PME, PME dans lesquelles les augmentations de salaires sont impossibles et blablabla... Nous lui rétorquons simplement que mettre en place la progressivité de la fiscalité pour ces PME, tout en leur facilitant l'accès au crédit, permettrait l'augmentation des salaires, exigée à juste titre par tous les salariés.

Rudy Namur